

DEPARTEMENT DES VOSGES



VILLE D'ANOULD

FOURNITURE de REPAS
CANTINE SCOLAIRE ET ALSH
ANNEE SCOLAIRE
2025-2026

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
C.C.A.P.

Juillet 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1 Objet du marché - Lieu de livraison

1-2 Tranches et lot

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX- REGLEMENT DES COMPTES

3-1 Répartition des paiements

3-2 Tranche conditionnelle

3-3 Contenu des prix- Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-4 Variation dans les prix

3-5 Paiement des co- traitants et des sous- traitants

3-6 Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

ARTICLE 4 - DATE DE MISE EN PLACE DU SERVICE

4-1 Délai d'exécution des travaux

4-2 Pénalités pour retard- Primes d'avance

4-3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

4-4 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

ARTICLE 5- CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1 Retenue de garantie- Caution bancaire

5-2 Avance forfaitaire

5-3 Avance sur matériels

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1 Provenance des matériaux et produits

6-2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et preuves des matériaux et produits

6-3 Prise en charge, manutention et conservation par le prestataire des matériaux et produits par le maître de l'ouvrage

ARTICLE 7- LIEU DE LIVRAISON

ARTICLE 8- CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8-1 Contrôle à réception

8-2 Assurances

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1-1 *Objet du marché de service*

Fourniture de repas

1-2 *Tranches et Lots*

Un seul et unique lot

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché prévalent dans l'ordre où elles sont citées, à savoir:

A) Pièces particulières :

- Acte d'Engagement (AE) assorti des documents ci-après:
Le Détail de Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) - Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par corps d'état,

B) Pièces générales :

- (Non jointes au marché, les parties contractantes déclarent les connaître, s'y référer et les accepter) - Respect des procédures HACCP, sanitaires et relatives aux denrées alimentaires dans l'établissement candidat.

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

3-1 Répartition des paiements :

L'Acte d'Engagement et le cas échéant, un avenant ou un acte spécial ultérieur signé des deux parties, indique la répartition des paiements.

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au prestataire titulaire et ses sous-traitants.

3-2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie :

3.21 Mode d'évaluation des prestations

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents l'exécution du marché ; il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement:

- Contrôler les indications des documents du dossier de consultation, notamment en matière de niveau quantité.
- Prise de connaissance complète et entière et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution du marché.
- Prise de connaissance de l'état des locaux.
- Apprécier toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc...
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de Monsieur le Maire de la commune ou son représentant.
- Les prix sont réputés comprendre la charge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

3.22 Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées :

- Par application de prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

3.23 Les prestations ne faisant pas l'objet du marché initial :

- Toutes demandes ne pourront être rémunérées que sur présentation préalable d'un estimatif complémentaire contrôlé et dûment approuvé par Monsieur le Maire. Aucune réclamation ne pourra être prise en compte dans le cas contraire.

3.3 Variation dans les prix :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des fournitures sont réputés réglées par les stipulations ci- après:

3.3.1 *Les prix sont fermes, non actualisables, non révisables*

3.3.2 *Mois d'établissement des prix du marché*

Les prix du présent marché sont réputés, établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres.

3.3.3 *Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée* :

Les montants seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatemements.

Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants :

3.4.1 *Désignation de sous-traitants en cours de marché* :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par le prestataire qui conclut le contrat de sous-traitance ; si ce prestataire est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des prestataires groupés.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes réfections et retenues diverses.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 192 du Code des Marchés Publics ;

Le comptable assignataire des paiements et si le sous-traitant est payé directement : le compte à créditer

3.4.2 Modalités de paiement direct :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer, éventuellement chacun des prestataires solidaires compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

3.5 Changement dans l'importance des diverses natures des fournitures :

Les dispositions prévues au CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION- PENALITES ET PRIMES

4.1 Délai d'exécution des prestations :

L'ensemble des prestations sont à réaliser pour le jour de la rentrée des classes de septembre 2025, pour toute l'année scolaire, pendant les périodes de classe et aussi congés scolaires (ALSH).

4.2 Pénalités pour retard - Primes d'avance :

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Il n'est pas prévu de prime d'avance.

4.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Sans objet

4.4 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

Les documents techniques et autres documents à fournir après exécution par le prestataire conformément à l'article 40 du CCAG devront être remis à Monsieur le Maire, un mois, au plus tard après notification de la décision de réception des travaux.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie :

Sans objet.

5.2 Avance forfaitaire :

Aucune avance forfaitaire ne sera versée au prestataire.

5.3 Avance sur approvisionnements :

Aucune avance sur approvisionnements n'est versée au prestataire.

ARTICLE 6 : PROVENANCE - QUALITE

6.1 Provenance des denrées alimentaires :

Les denrées alimentaires fournies respectent les articles relatifs aux conditions d'hygiène de traçabilité de qualité d'origine et de sécurité en vigueur et sont conformes aux prescriptions relatives à la protection de la petite enfance et de l'enfance. Les denrées alimentaires importées sont produites dans des pays respectant les réglementations sanitaires européennes. On privilégiera autant que possible les circuits courts et le label « AB BIO ».

6.2 Caractéristiques. Qualités des produits :

Les origines des viandes seront systématiquement transmises, pour le jour de livraison.

6.3 Prise en charge. Manutention et conservation des denrées :

Le fournisseur s'engage à transporter en respectant la réglementation en vigueur, à livrer à manutentionner les différentes denrées alimentaires.

ARTICLE 7 : LIEU DE LIVRAISON

Maison de l'Enfance, Rue Alphonse Daudet à ANOULD (88650)

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION

8.1 Programme de mise en place des équipements :

Un plan alimentaire présentant :

- Des menus type sur huit semaines.
- Une grille parallèle mentionnant la qualité des produits.
- Un engagement à respecter sans réserve la circulaire « La restauration collective en toute sécurité »
- Le candidat devra informer le jury sur sa capacité à développer l'éducation nutritionnelle et l'éducation au goût des enfants et des adolescents.
- Le candidat s'engage à prendre en compte et respecter les nouveaux apports nutritionnels conseillés, définis par la communauté scientifique, en fonction des niveaux scolaires et des besoins spécifiques. Le candidat exposera comment il procédera entre autre pour garantir les quantités minimales de protéines de bonne qualité ainsi que de calcium et de fer à apporter par repas.
- Le candidat s'engage à participer au PROGRAMME NATIONAL NUTRITION SANTE et à mettre en place la procédure permettant au final l'attribution du logo PNNS pour notre ville.

8.2 Indications culinaires :

Les spécifications liées à la préparation pour le service seront établies par le prestataire et notifiées sans frais au maître d'ouvrage.

L'ensemble des études des éléments reste à la charge du prestataire.

8.3 Mesure d'ordre social - Application de la réglementation du travail :

8.31 *La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sera celle prévue par la réglementation en vigueur.*

8.32 *La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au dessus du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).*

8.4 Organisation, sécurité et hygiène :

Un dossier sera remis comportant les renseignements administratifs, techniques et économiques propres à l'entreprise :

➤ **Renseignements administratifs :**

- Attestation d'agrément établie par les services vétérinaires
- Lettre de candidature et d'habilitation
- Attestation sur l'honneur justifiant de la régularité de la situation de l'entreprise en matière d'impôts, taxes et cotisations sociales.

➤ **Renseignements techniques :**

- REMISE DU MANUEL HACCP DU CANDIDAT

- L'ensemble des références du candidat pour des fournitures de repas préparés sur place au profit de scolaires, en indiquant le nom de la collectivité.

➤ **Renseignements économiques :**

- Le chiffre d'affaire des trois dernières années.
- Les références bancaires.

ARTICLE 8 : CONTROLES ET RECEPTION

8.1 Contrôles à réception

- Contrôles à réception suivant la fiche établie par la Mairie, contrôles microbiologiques inopinés.
- Contrôles des températures
- Fourniture sur simple demande des contrôles micro biologiques.
- La liste des fournisseurs par type de produit.

8.2 Assurances

- Attestation d'assurance professionnelle et responsabilité civile en cours de validité, comprenant notamment la couverture du risque d'intoxication alimentaire.

Le demandeur

M. le Maire d'Anould
J. HESTIN

Lu et accepté,

Le Prestataire,

